

# POSTULAT

**Auteur** Margaux Dubuis, AdG/LA, Sylvie Masserey Anselin, PLR, Alexandre Dubuis, Les Verts, et Philomène Zufferey (suppl.), PDCC  
**Objet** Pour un plateforme T1 pleinement opérationnelle  
**Date** 15.11.2019  
**Numéro** 3.0500

---

En réponse au postulat P.3.0395 du député Alexandre Dubuis et cosignataires qui s'inquiétaient, à raison, des risques de basculement à l'aide sociale des jeunes sans formation, le gouvernement a répondu en faisant référence à la plateforme T1 mise en vigueur et devant être opérationnelle depuis 2017.

Cette plateforme est un dispositif de coordination et d'accompagnement responsable du monitoring et de la coordination des mesures transitoires en faveur des jeunes quittant l'école obligatoire sans solution et/ou suivi institutionnel successif ainsi que pour les jeunes vivant une rupture de formation professionnelle/générale et souhaitant se réinsérer dans un parcours de formation post-obligatoire.

Dans sa réponse, le gouvernement reconnaît ne pas être en mesure de répondre aux objectifs visés par cette plateforme. Un manque d'effectif avéré ne permet pas aux collaborateurs T1 de contacter et rencontrer les jeunes sans solutions dans les délais souhaités, condition indispensable pour que la plateforme T1 puisse atteindre sa mission et ne pas être réduite à un simple monitoring.

Le gouvernement souligne la nécessité d'augmenter le dispositif de la Plateforme T1 aussi bien en termes de ressources humaines que financières. Le nombre de situations annoncées sur la Plateforme T1 par des institutions ayant épuisé leurs moyens de prise en charge, est en augmentation depuis plusieurs années. La Plateforme T1 devra par conséquent trouver les moyens de faire face à un volume grandissant de dossiers à gérer.

Au vu de ce qui précède, nous pouvons raisonnablement attendre du département qu'au budget 2020 des ressources supplémentaires soient demandées. Ça n'a pas été le cas. Nous ne pouvons pas comprendre que des moyens concrets ne soient pas engagés en faveur de cette jeunesse vulnérable. D'un point de vue purement économique, ignorer la situation de ces jeunes, engendre à terme des coups bien plus importants pour nos institutions.

## **Conclusion**

Nous demandons au gouvernement d'engager les ressources humaines et financières nécessaires, afin de pouvoir garantir un fonctionnement efficace de la plateforme T1.